18 juin 2026
Tribunal de commerce d'Évreux
RG n° 2026L00311

AUDIENCE DE DELIBERE

Texte de la **décision**

Entête

TRIBUNAL DE COMMERCE D'EVREUX

JUGEMENT PRONONCE LE 18 JUIN 2026 Par sa mise à disposition au Greffe

Références : 2026L00311 / 2026J00116

COMPOSITION DU TRIBUNAL lors des débats et du délibéré:

Président : M. Francis DORANGE Juges : M. Stéphan ROUZIER M. Jean-Baptiste GUERIN Greffier : Me Sybille BOURCIER de JUNNEMANN

DEBATS : En audience de la chambre du conseil du 11 juin 2026

LE TRIBUNAL

Vu le livre VI du Code de Commerce traitant des difficultés des entreprises et en particulier l'article L.631-15,

Vu le jugement rendu par ce Tribunal le 23 avril 2026 ouvrant une procédure de redressement judiciaire concernant la SARL [F] MUSIQUE, [Adresse 1], inscrite au R.C.S. sous le numéro 500 323 183, pour laquelle interviennent M. [M] [B], en qualité de Juge Commissaire, et la SELARL MANDATEAM représentée par Me [N] [Q], en qualité de mandataire judiciaire.

Vu le rapport déposé au greffe le 03 juin 2026 par la SELARL MANDATEAM représentée par Me [N] [Q],

Vu le rapport du juge commissaire,

Vu l'avis favorable du ministère public,

La procédure est revenue à l'audience du 11 juin 2026, pour vérifier que l'entreprise dispose des capacités financières suffisantes pour sa poursuite d'activité.

A cette audience ont été entendus :

M. [T] [S] [F], gérant de la SARL [F] MUSIQUE

La SELARL MANDATEAM représentée par Me [N] [Q]

La SARL [F] MUSIQUE a pour seul client la société SELMER qui entend mettre fin à leur collaboration.

La société entend se séparer de 3 de ses 4 salariés dans l'attente d'examiner les perspectives de redressement éventuel.

Motivation

Attendu qu'au vu des documents versés aux débats et des explications fournies à l'audience, il y a lieu de constater que l'entreprise dispose des capacités financières suffisantes pour poursuivre son activité dans le but d'arrêter un plan de redressement.

Qu'il convient donc de maintenir l'entreprise en période d'observation.

PAR CES MOTIFS

Statuant en dernier ressort, sauf à l'égard du Ministère Public,

Constate que l'entreprise dispose de capacités financières suffisantes pour poursuivre son activité.

Dispositif

En conséquence, maintient la SARL [F] MUSIQUE en période d'observation, laquelle prendra fin au

23 octobre 2026

, sauf renouvellement pour une nouvelle période.

Dit que l'affaire reviendra à l'audience en Chambre du Conseil de ce Tribunal du

01 octobre 2026 à 14h30

, [Adresse 2], à l'effet qu'il soit statué sur le renouvellement de la période d'observation, la fin de la procédure, l'arrêt du plan ou le prononcé de la liquidation judiciaire de l'entreprise, en cas de redressement manifestement impossible.

Dit qu'il appartiendra au dirigeant de l'entreprise, de déposer au greffe, au moins cinq jours avant l'audience, un rapport sur la situation financière, économique et sociale de l'entreprise et de le communiquer directement au Ministère public, au juge-commissaire, au mandataire judiciaire et le cas échéant, aux contrôleur(s), représentant des salariés, représentants du comité d'entreprise ou, à défaut, aux délégués du personnel.

Dit que s'il existe en vu de cette prochaine audience une possibilité sérieuse pour l'entreprise de bénéficier d'un plan de redressement, il appartiendra au dirigeant de l'entreprise de déposer au greffe le projet de plan, une quinzaine de jours avant l'audience.

Dit que par souci d'efficacité, le dirigeant de l'entreprise devra assurer directement la communication de ce projet de

plan auprès du Ministère public, du juge-commissaire et du mandataire judiciaire et le échéant, auprès des contrôleur(s), représentant des salariés, représentants du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel.

Dit qu'en cas de dégradation de la situation financière de l'entreprise et de difficultés de paiement, le dirigeant de l'entreprise ou le mandataire judiciaire devront en faire rapport sans délai au Tribunal à l'effet qu'il soit examiné l'application des dispositions prévues à l'article L.631-15 II du code de commerce.

Ordonne au Greffier de procéder sans délai à la publicité du présent jugement nonobstant toute voie de recours ainsi que l'emploi des dépens en frais privilégiés de redressement judiciaire.

Ainsi prononcé par la mise à disposition du jugement au greffe du Tribunal de Commerce d'EVREUX le 18 juin 2026 les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de Procédure Civile.

La minute est signée par M. Francis DORANGE, président de l'audience et par le Greffier.